

Réflexions militaires occidentales sur l'usage préventif de l'arme nucléaire

LE MONDE | 23.01.08 | 13h19

Face à un monde moins sûr et moins prévisible, à des menaces devenues "asymétriques", caractérisées par l'émergence de multinationales de la terreur qui défient, à l'échelle mondiale, les gouvernements et les institutions internationales, les recettes militaires d'antan sont largement inopérantes.

Tel est le constat dressé par cinq anciens chefs d'état-major de pays de l'Alliance atlantique, dans un rapport de 150 pages intitulé "Vers une grande stratégie pour un monde incertain". Ils concluent à la nécessité de lancer une stratégie globale, qui se décline par la formation d'un "directoire" occidental associant les Etats-Unis, l'Union européenne (UE) et l'OTAN.

Les auteurs sont d'anciens responsables militaires de cinq pays qui, à part la France, sont naturellement atlantistes : le général américain John Shalikashvili, ex-commandant en chef de l'OTAN en Europe, le maréchal britannique Lord Peter Inge, le général allemand Klaus Naumann, ancien président du comité militaire de l'OTAN, le général néerlandais Henk van den Breemen et l'amiral français Jacques Lanxade. Leurs recommandations devraient être examinées avec attention lors du prochain sommet de l'OTAN, en avril, à Bucarest.

Il est probable que certains alliés ne se rangeront pas facilement aux thèses qu'ils défendent s'agissant de l'utilisation, de façon préventive, des armes nucléaires. L'"emploi en premier" de telles armes doit demeurer un "instrument ultime" pour empêcher l'utilisation par un adversaire d'armes de destruction massive, estiment-ils. Si, à première vue, il peut sembler "disproportionné", il l'est moins si l'on tient compte des destructions qu'il pourrait éviter. L'"emploi en premier" est légitime, concluent-ils, puisqu'il a servi de fondement à toute la planification nucléaire de l'OTAN pendant la guerre froide.

La France, dont la doctrine de dissuasion nucléaire comporte la notion d'"ultime avertissement", estime que des frappes nucléaires préventives peuvent se justifier s'il faut signifier à un adversaire que ses "intérêts vitaux" sont en jeu. Les Etats-Unis, de leur côté, revendiquent le droit à l'action "préemptive", c'est-à-dire la possibilité de lancer des frappes avant tout signe d'agression.

"DIRECTOIRE" OCCIDENTAL

A l'heure où l'OTAN connaît, en Afghanistan, un enlèvement qui ressemble à celui des Etats-Unis en Irak, ces cinq anciens responsables militaires préconisent un sursaut stratégique. Le constat qu'ils dressent de l'environnement international n'est guère contestable : changements démographiques et climatiques, perte du "rationnel" dans les sociétés occidentales (le sens de l'identité nationale), complexité des menaces, prolifération des armes de destruction massive, raréfaction des ressources, montée des puissances régionales (Chine, Inde), etc.

Devant les défis d'un monde de plus en plus globalisé, insistent-ils, aucun pays, aucune organisation, ne peut espérer l'emporter seul. D'où cette idée de "directoire" occidental, qui doit s'appuyer, estiment-ils, sur les organisations existantes. De ce point de vue, leur choix est fait : c'est l'OTAN qui est l'institution "la plus appropriée" pour servir de socle à une future architecture internationale de sécurité, à condition que l'Alliance s'adapte à l'évolution des conflits, notamment en se servant des outils non militaires que, contrairement à elle, l'Union européenne possède.

A l'évidence, ce directoire occidental à trois, qui serait chargé de "coordonner toute coopération dans une sphère d'intérêt commun transatlantique", serait sous influence américaine, et son orientation idéologique semble fort éloignée de concepts tel que le "dialogue des civilisations". Il s'agit de trois partenaires partageant "des buts, des valeurs et des intérêts communs", dont l'un serait les Etats-Unis, l'autre une alliance militaire dominée par Washington (ce qui permettrait aux Etats-Unis d'exercer une "double influence effective" au sein du directoire), et le troisième une Union européenne où les derniers entrants (les pays de l'est de l'Europe) considèrent que l'OTAN est le seul parapluie de sécurité qui vaille.

Les auteurs revendiquent ce tropisme atlantiste. L'Union, notent-ils, doit "cesser son obstruction à la coopération UE-OTAN", et doit faire tous les efforts "pour devenir le véritable et indispensable partenaire des Etats-Unis".

Laurent Zecchini